

Ukraine : le Parlement européen réclame un embargo «immédiat» sur le gaz, le pétrole et le charbon russes

Par Le Figaro avec AFP
Publié il y a 4 heures,
Mis à jour il y a 2 heures



00:00/02:40

De nouvelles sanctions sont en discussions entre les États membres, divisés sur la question d'un embargo sur les hydrocarbures russes.

Le Parlement européen a réclamé dans une résolution adoptée jeudi l'imposition d'un embargo «total et immédiat» sur les importations «de pétrole, de charbon de combustible nucléaire et de gaz» russes.

La résolution a été votée par 513 eurodéputés (22 voix contre, 19 abstentions). «C'est un moment très important et une étape significative. La position du Parlement est claire et envoie le plus fort des messages de soutien à ceux qui se trouvent sur la ligne de front», a commenté la présidente de l'institution, Roberta Metsola, après le vote de cette résolution non contraignante.

La Commission européenne a proposé mardi aux Vingt-Sept d'accentuer les sanctions en arrêtant les achats de charbon russe, qui représentent 45% du total des importations de charbon de l'UE, et en fermant les ports européens aux bateaux russes. Les modalités de ce 5e train de sanctions sont actuellement discutées entre les représentants des États membres.

Le Parlement exige donc d'aller plus loin, mais un embargo éventuel sur le pétrole russe (25% du total des importations européennes de pétrole) et le gaz russe (45% du total) fait l'objet d'après discussions entre les États membres, Berlin ayant exprimé publiquement ses réticences. Le sujet doit être discuté lundi lors de la réunion des ministres européens des Affaires étrangères.

Intensifier les sanctions et le soutien à l'Ukraine

Avec cette résolution, les eurodéputés demandent également «d'intensifier les livraisons d'armes à l'Ukraine», ce que Dmytro Kouleba, le ministre ukrainien des Affaires étrangères, a encore réclamé jeudi lors d'un déplacement au siège de l'Otan à Bruxelles.

Jusqu'ici, les 27 se sont mis d'accord sur une enveloppe d'un milliard d'euros pour fournir des armements à Kiev. «Cela peut paraître beaucoup, mais un milliard d'euros, c'est ce que nous payons chaque jour à Poutine pour l'énergie qu'il nous fournit», avait souligné mercredi Josep Borrell, le chef de la diplomatie européenne.

Le Parlement a aussi invité l'UE à couper l'accès des banques russes au système financier international Swift (7 établissements sont pour l'instant privés d'accès) et à interdire le transport routier et maritime de marchandises vers la Russie. Il a réclamé que *«toutes les mesures nécessaires»* soient prises pour que *«les actes de Vladimir Poutine et d'Alexandre Loukachenko»*, le président biélorusse, *«soient poursuivis comme crimes de guerre et crimes contre l'humanité»*. Les eurodéputés se sont également prononcés pour la création d'un *«fonds analogue au plan Marshall»* pour reconstruire l'Ukraine après la guerre.